

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 2620

[2005/202712]

**29 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004
relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par le décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative, notamment les articles 2 et 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

Vu l'avis n° A. 762 du Conseil économique et social de la Région wallonne, adopté le 18 avril 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 février 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 février 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 38.795/2/V, donné le 10 août 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises est remplacé par le texte suivant :

"3^o le "comité" : le comité technique créé en vertu de l'article 19, § 1^{er}, du décret."

Art. 2. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11^o, du même arrêté, les mots "(2^e édition 1998)" sont supprimés.

Art. 3. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par un point 14 libellé comme suit :

"14^o l'effectif de départ" : la moyenne du nombre de travailleurs occupés dans les liens d'un contrat de travail dans le siège d'exploitation concerné par le programme d'investissements, calculé sur base des quatre trimestres qui précèdent la date d'introduction de la demande."

Art. 4. L'article 5, 4^o, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"4^o établir que la réalisation de son programme d'investissements ne serait pas possible sans l'obtention d'une prime. Cette preuve est fournie par toute voie de droit et, notamment, par la production du plan d'affaires."

Art. 5. Dans l'article 6, § 1^{er}, 1^o, a), du même arrêté, les mots "à l'exception du leasing opérationnel pour les immeubles par nature" sont supprimés.

Art. 6. L'article 10, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

"Dans les quarante-cinq jours qui suivent la réception du dossier visée à l'article 8, alinéa 2, des renseignements manquants visés à l'article 9, alinéa 2, de la nouvelle situation financière visée à l'article 9, alinéa 3, ou de la nouvelle situation bilantaire visée à l'article 9, alinéa 4, l'administration transmet au Ministre une proposition de décision d'octroi de la prime. L'administration informe l'entreprise selon la procédure déterminée à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2 du décret."

Art. 7. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 11. Lorsque le comité est saisi, celui-ci remet au Ministre un avis motivé dans un délai de 10 jours à dater de sa saisine.

Le comité peut entendre l'entreprise d'office ou à sa demande."

Art. 8. A l'article 12 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

"le cas échéant après avis du comité.";

2^o dans l'alinéa 2, 6^o, les mots "le calendrier" sont remplacés par "le calendrier indicatif".

Art. 9. A l'article 13 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, 1^o, les mots "la preuve de la réalisation d'au moins 80 %" sont remplacés par les mots "un état d'avancement tel que prévu dans la convention";

2^o dans l'alinéa 3 les mots "procède au retrait de la décision d'octroi de la prime notifiée" sont remplacés par les mots "procède à l'annulation de la prime notifiée";

3^o l'article 13 est complété par l'alinéa suivant :

"L'entreprise qui réalise moins de 80 % du programme d'investissements dans le délai prévu à la convention perd le bénéfice de la prime. Sous réserve de l'application de l'article 19, l'administration récupère la prime conformément aux dispositions de l'article 20."

Art. 10. L'article 15 du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

"Art. 15. Dans le cas d'une création d'entreprise, la liquidation de la dernière tranche de la prime est subordonnée, outre au respect des formalités visées à l'article 13, alinéa 1^{er}, au respect par l'entreprise des législations et réglementations environnementales.

A défaut, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la liquidation de la prime pendant une durée maximale de douze mois et l'administration notifie par lettre recommandée cette décision à l'entreprise en lui enjoignant de se conformer aux législations et réglementations environnementales. Le délai de douze mois prend cours à dater de la notification de la décision à l'entreprise.

Sauf cas dûment justifié, passé le délai visé à l'alinéa 2, si l'entreprise ne respecte pas les législations et réglementations environnementales, le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède à l'annulation de la prime notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration. Sous réserve de l'application de l'article 19, l'administration récupère la prime conformément aux dispositions de l'article 20."

Art. 11. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 16. Dans le cas d'un développement d'entreprise, la liquidation de chaque tranche de la prime est subordonnée, outre au respect des formalités visées à l'article 13, alinéa 1^{er}, et sous réserve de l'application de l'article 14, au respect par l'entreprise des législations et réglementations environnementales.

A défaut, l'administration notifie à l'entreprise un courrier par lettre recommandée lui enjoignant de se conformer aux législations et réglementations environnementales, selon les modalités et délais convenus avec l'administration. Le délai ne peut dépasser douze mois à partir de la date de fin de réalisation du programme d'investissements défini dans la convention.

Sauf cas dûment justifié, passé le délai visé à l'alinéa 2, si l'entreprise ne respecte pas les législations et réglementations environnementales, le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède à l'annulation de la prime notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration. Sous réserve de l'application de l'article 19, l'administration récupère la prime conformément aux dispositions de l'article 20."

Art. 12. A l'article 17 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 4 les mots "au retrait de la décision d'octroi" sont remplacés par les mots "à l'annulation";

2° l'alinéa 4 est complété comme suit :

"Si l'entreprise a diminué son effectif d'emploi par rapport à son effectif de départ, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'annulation de la prime.";

3° dans l'alinéa 5 les mots "de retrait" sont remplacés par les mots "d'annulation".

Art. 13. Dans l'article 18 du même arrêté, les mots "procède au retrait de la décision d'octroi" sont remplacés par les mots "prend une décision d'annulation".

Art. 14. Dans l'article 20, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "de retrait" sont remplacés par les mots "d'annulation".

Art. 15. Dans l'article 20, alinéa 2, du même arrêté, les mots "de retrait partiel" sont remplacés par les mots "d'annulation partielle".

Art. 16. L'article 21 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 21. L'administration peut procéder à un contrôle au sein de l'entreprise dès que celle-ci a reçu l'accusé de réception de sa demande visé à l'article 8."

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 septembre 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 2620

[2005/202712]

29. SEPTEMBER 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Grossbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung, insbesondere der Artikel 2 und 19;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;

Aufgrund des am 18. April 2005 verabschiedeten Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region Nr. A.762;

Aufgrund des am 18. Februar 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Februar 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 10. August 2005 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 38.795/2/V des Staatsrats, in seiner durch das Gesetz vom 2. April 2003 ersetzten Fassung;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft und der Beschäftigung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Art. 1, Absatz 1, 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"3° der "Ausschuss": der kraft Art. 19, § 1 des Dekrets geschaffene technische Ausschuss;"

Art. 2 - In Art. 1, Absatz 1, 11° desselben Erlasses wird der Wortlaut "(2. Fassung 1998)" gestrichen.

Art. 3 - Art. 1, Absatz 1, desselben Erlasses wird mit einem folgendermaßen verfassten Punkt 14 ergänzt:

"14° die "Ausgangsbeschäftigtenzahl": die durchschnittliche Zahl der im Rahmen eines Arbeitsvertrags beschäftigten Arbeitnehmer in dem Betriebssitz, der durch das Investitionsprogramm betroffen ist, berechnet auf der Grundlage der vier Quartale vor dem Datum der Einreichung des Antrags."

Art. 4 - Art. 5, 4° desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"4° der Betrieb muss nachweisen, dass die Durchführung seines Investitionsprogramms ohne den Erhalt einer Prämie unmöglich wäre. Dieser Nachweis wird über alle Rechtswege erzielt, insbesondere durch die Hinterlegung des Geschäftsplans."

Art. 5 - In Art. 6, § 1, 1°, a) desselben Erlasses wird der Wortlaut "mit Ausnahme des operationellen Leasings für Güter, die aufgrund ihrer Natur als unbeweglich gelten," gestrichen.

Art. 6 - Art. 10, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

"Binnen fünfundvierzig Tagen nach dem Empfang, je nach Fall, der in Art. 8, Absatz 2 erwähnten Akte, der in Art. 9, Absatz 2 erwähnten fehlenden Informationen, der neuen Finanzlage im Sinne von Art. 9, Absatz 3 oder der neuen Bilanzlage im Sinne von Art. 9, Absatz 4, übermittelt die Verwaltung dem Minister einen Beschlussvorschlag zur Gewährung der Prämie. Die Verwaltung informiert den Betrieb nach dem in Art. 19, § 1, Absatz 2 des Dekrets festgelegten Verfahren."

Art. 7 - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 11 - Wenn der Ausschuss mit der Angelegenheit befasst wird, übermittelt er dem Minister ein begründetes Gutachten binnen 10 Tagen, nachdem er befasst wurde.

Der Ausschuss kann den Betrieb von Amts wegen oder auf dessen Antrag anhören."

Art. 8 - In Art. 12 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Absatz 1 wird mit folgender Bestimmung ergänzt:

"ggf. nachdem der Ausschuss sein Gutachten abgegeben hat.;"

2° in Absatz 2, 6°, wird der Wortlaut "den Zeitplan" durch den Wortlaut "den informativen Zeitplan" ersetzt.

Art. 9 - In Art. 13 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1, 1° wird der Wortlaut "dass mindestens 80% des Investitionsprogramms durchgeführt sind" durch den Wortlaut "dass er in der Vereinbarung vorgesehene Fortschrittsstand erreicht wird" ersetzt;

2° In Absatz 3 wird der Wortlaut "nimmt der Minister oder der beauftragte Beamte die Widerrufung der Entscheidung der Prämiegewährung vor, die dem Betrieb durch die Verwaltung per Einschreibebrief mitgeteilt wird" durch den Wortlaut "annulliert der Minister oder der beauftragte Beamte die Prämie, was dem Betrieb durch die Verwaltung per Einschreibebrief mitgeteilt wird";

3° Art. 13 wird mit folgendem Absatz ergänzt:

"Der Betrieb, der innerhalb der in der Vereinbarung vorgesehenen Frist weniger als 80% des Investitionsprogramms durchführt, verliert den Anspruch auf die Prämie. Unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 19, fordert die Verwaltung die Prämie zurück, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Art. 20."

Art. 10 - Art. 15 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 15 - Bei einer Unternehmensgründung unterliegt die Auszahlung der letzten Tranche der Prämie abgesehen von der Einhaltung der in Artikel 13, Absatz 1 erwähnten Formalitäten, auch der Einhaltung durch den Betrieb der umweltrechtlichen Gesetzgebungen und Bestimmungen.

In Ermangelung dessen beschließt der Minister oder der beauftragte Beamte, die Auszahlung der Prämie für eine Maximaldauer von zwölf Monaten aufzuheben, wobei die Verwaltung dem Betrieb diese Entscheidung per Einschreiben mitteilt und ihm anordnet, sich an die umweltrechtlichen Gesetzgebungen und Bestimmungen zu halten. Diese zwölfmonatige Frist läuft ab dem Datum der Zustellung des Beschlusses an den Betrieb.

Wenn der Betrieb - außer in gebührend begründeten Fällen - nach Ablauf der in Absatz 2 erwähnten Frist die umweltrechtlichen Gesetzgebungen und Regelungen nicht einhält, annulliert der Minister oder der beauftragte Beamte die Prämie, was dem Betrieb durch die Verwaltung per Einschreiben mitgeteilt wird. Unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 19, fordert die Verwaltung die Prämie zurück, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Art. 20."

Art. 11 - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 16 - Bei einem Unternehmensausbau unterliegt die Auszahlung jeder Tranche der Prämie abgesehen von der Einhaltung der in Artikel 13, Absatz 1 erwähnten Formalitäten, und unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 14, auch der Einhaltung durch den Betrieb der umweltrechtlichen Gesetzgebungen und Bestimmungen.

In Ermangelung dessen stellt die Verwaltung dem Betrieb ein Einschreiben zu, in dem sie ihm anordnet, sich gemäß den mit der Verwaltung vereinbarten Modalitäten und Fristen an die umweltrechtlichen Gesetzgebungen und Bestimmungen zu halten. Die Frist darf nicht mehr als zwölf Monate ab dem Ende der Durchführung des in der Vereinbarung bestimmten Investitionsprogramms betragen.

Wenn der Betrieb - außer in gebührend begründeten Fällen - nach Ablauf der in Absatz 2 erwähnten Frist die umweltrechtlichen Gesetzgebungen und Regelungen nicht einhält, annulliert der Minister oder der beauftragte Beamte die Prämie, was dem Betrieb durch die Verwaltung per Einschreiben mitgeteilt wird. Unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 19, fordert die Verwaltung die Prämie zurück, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Art. 20."

Art. 12 - In Art. 17 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Abs. 4 wird der Wortlaut "die Widerrufung der Gewährung der Prämie vor" durch den Wortlaut "die Annullierung der Prämie vor" ersetzt;

2° der Absatz 4 wird mit folgender Bestimmung ergänzt:

"Wenn der Betrieb die Beschäftigtenzahl im Verhältnis zur Ausgangsbeschäftigtenzahl verringert hat, beschließt der Minister oder der beauftragte Beamte, die Prämie zu annullieren.;"

3° in Abs. 5 wird der Wortlaut "Widerrufungsbeschluss" durch den Wortlaut "Annullierungsbeschluss" ersetzt.

Art. 13 - In Art. 18 desselben Erlasses wird der Wortlaut "nimmt der Minister oder der beauftragte Beamte die Widerrufung des Beschlusses der Gewährung der Prämie vor" durch den Wortlaut "beschließt der Minister oder der beauftragte Beamte, die Prämie zu annullieren" ersetzt.

Art. 14 - In Art. 20, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Widerrufung" durch den Wortlaut "Annullierung" ersetzt.

Art. 15 - In Art. 20, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "teilweisen Widerrufung" durch den Wortlaut "teilweisen Annullierung" ersetzt.

Art. 16 - Art. 21 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 21 - Die Verwaltung kann eine Prüfung innerhalb des Betriebs vornehmen, sobald dieser die Empfangsbestätigung seines in Artikel 8 erwähnten Antrags erhalten hat."

Art. 17 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Art. 18 - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
 Namur, den 29. September 2005

Der Minister-Präsident,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
 Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,
 J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 2620

[2005/202712]

29 SEPTEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging, inzonderheid op de artikelen 2 en 19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

Gelet op het advies nr. A.762 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), aangenomen op 18 april 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 februari 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 februari 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 38.795/2/V, gegeven op 10 augustus 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals vervangen bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, lid 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, wordt vervangen door volgende tekst :

"3° "Comité" : het technisch comité ingevoerd krachtens artikel 19, § 1, van het decreet,".

Art. 2. In artikel 1, lid 1, 11°, van hetzelfde besluit worden de woorden "(tweede uitgave 1998)" weggelaten.

Art. 3. Artikel 1, lid 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 14, luidend als volgt :

"14° "aanvankelijk personeelsbestand" : het gemiddelde van het aantal werknemers met een arbeidsovereenkomst in de bedrijfszetel waarop het investeringsprogramma betrekking heeft, berekend op grond van de vier kwartalen die aan de indiening van de aanvraag voorafgaan."

Art. 4. Artikel 5, 4°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

"4° vaststellen dat de verwezenlijking van het investeringsprogramma niet mogelijk zou zijn zonder een premie te ontvangen. Dat bewijs wordt bij elk rechtsmiddel geleverd en inzonderheid door voorlegging van een business plan."

Art. 5. In artikel 6, § 1, 1°, a), van hetzelfde besluit worden de woorden "met uitzondering van de operationale leasing voor onroerende goederen uit hun natuur" geschrapt.

Art. 6. Artikel 10, lid 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Binnen volgende vijfenveertig dagen na ontvangst van het in artikel 8, lid 2, bedoelde dossier van de ontbrekende gegevens bedoeld in artikel 9, lid 2, betreffende de nieuwe financiële toestand bedoeld in artikel 9, lid 3, of van de nieuwe balansoestand bedoeld in artikel 9, lid 4, maakt het bestuur het dossier aan de Minister over ter beslissing over toekenning van de premie. Het bestuur licht de onderneming in volgens de procedure bepaald in artikel 19, § 1, lid 2, van het decreet."

Art. 7. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

"Art. 11. Wanneer de zaak bij het comité aanhangig wordt gemaakt, brengt laatstgenoemd een gemotiveerd advies aan de Minister uit binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de aanhangigmaking.

Het comité kan de onderneming van ambtswege of op verzoek van laatstgenoemde horen."

Art. 8. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt aangevuld als volgt :

"in voorkomend geval na advies van het comité.";

2° in lid 2, 6°, worden de woorden "het tijdsschema" vervangen door de woorden "het ter informatie aangeduide tijdsschema".

Art. 9. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, 1°, worden de woorden "het bewijs dat minstens 80 % van het investeringsprogramma verwezenlijkt is" vervangen door woorden "een vorderingsstaat zoals voorzien bij de overeenkomst";

2° in lid 3 worden de woorden "trekt de minister of de gemachtigd ambtenaar de beslissing tot toekenning van de premie in" vervangen door de woorden "vernietigt de minister of de gemachtigd ambtenaar de meegedeelde premie";

3° artikel 13 wordt aangevuld met volgend lid :

"De onderneming die minder dan 80 % van het investeringsprogramma binnen de termijn bedoeld bij de overeenkomst verwezenlijkt verliest het voordeel van de premie. Behoudens de toepassing van artikel 19, vordert het bestuur de premie overeenkomstig de bepalingen van artikel 20 terug."

Art. 10. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgend artikel :

"Art. 15. Bij oprichting van een onderneming wordt de uitbetaling van de laatste schijf van de premie ondergeschikt gemaakt aan de naleving door de onderneming van milieuwet- en -regelgeving naast de formaliteiten bedoeld in artikel 13, lid 1.

Bij ontstentenis treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de uitbetaling van de premie tijdens een maximumduur van twaalf maanden en het bestuur geeft kennis van die beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de onderneming en gelast haar om zich te schikken naar de milieuwet- en -regelgeving. De termijn van twaalf maanden gaat in te rekenen van de kennisgeving van de beslissing aan de onderneming.

Behoudens behoorlijk verantwoord geval vernietigt de Minister of de gemachtigd ambtenaar de premie waarvan het bestuur bij aangetekend schrijven de onderneming kennis heeft gegeven indien, bij overschrijding van de termijn bedoeld in lid 2, de onderneming de milieuwet- en -regelgeving niet naleeft. Behoudens toepassing van artikel 19 vordert het bestuur de premie terug overeenkomstig artikel 20."

Art. 11. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

"Art. 16. Bij uitbouw van een onderneming wordt de uitbetaling van elke schijf van de premie ondergeschikt gemaakt aan de naleving, behoudens toepassing van artikel 14, van milieuwet- en -regelgeving naast de formaliteiten bedoeld in artikel 13, lid 1.

Bij ontstentenis geeft het bestuur kennis van die beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de onderneming en gelast haar om zich te schikken naar de milieuwet- en -regelgeving op de wijze en in de termijn die met het bestuur overeen zijn gekomen. De termijn mag niet meer bedragen dan twaalf maanden te rekenen van de datum van beëindiging van het in de overeenkomst omschreven investeringsprogramma.

Behoudens behoorlijk verantwoord geval vernietigt de Minister of de gemachtigd ambtenaar de premie waarvan het bestuur bij aangetekend schrijven de onderneming kennis heeft gegeven indien, bij overschrijding van de termijn bedoeld in lid 2, de onderneming de milieuwet- en -regelgeving niet naleeft. Behoudens toepassing van artikel 19 vordert het bestuur de premie terug overeenkomstig artikel 20."

Art. 12. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 4 worden de woorden "trekt de minister of de gemachtigd ambtenaar de beslissing tot toekenning van de premie in" vervangen door de woorden "vernietigt de minister of de gemachtigd ambtenaar de beslissing tot toekenning van de premie";

2° lid 4 wordt aangevuld als volgt :

"Indien de onderneming haar personeelsbestand verminderd heeft ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot vernietiging van de premie."

3° in lid 5 worden de woorden "de intrekingsbeslissing" vervangen door de woorden "de beslissing tot vernietiging".

Art. 13. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de woorden "trekt de minister of de gemachtigd ambtenaar de beslissing tot toekenning van de premie, waarvan het bestuur per aangetekend schrijven kennis geeft aan de onderneming, in" vervangen door de woorden "treft de minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot vernietiging van de premie, waarvan het bestuur per aangetekend schrijven kennis geeft aan de onderneming".

Art. 14. In artikel 20, lid 1, van hetzelfde besluit wordt het woord "intrekking" vervangen door het woord "vernietiging".

Art. 15. In artikel 20, lid 2, van hetzelfde besluit wordt het woord "gedeeltelijke intrekking" vervangen door het woord "gedeeltelijke vernietiging".

Art. 16. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

"Art. 21. Het bestuur kan controle uitoefenen binnen de onderneming zodra ze het in artikel 8 bedoelde bericht van ontvangst van haar aanvraag heeft ontvangen."

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 18. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 september 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-C. MARCOURT

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2005/00614]

Commissaire divisionnaire de police. — Commissionnement

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2005/00614]

Hoofdcommissaris van politie. — Aanstelling

Par arrêté royal du 31 août 2005, M. Vandenhoute, Thierry, commissaire de police, numéro d'identification 44-28137-87, est commissionné au grade de commissaire divisionnaire de police pour occuper l'emploi de directeur de la direction du trafic de la zone de police de Bruxelles-Ixelles à partir du 16 novembre 2004.

Bij koninklijk besluit d.d. 31 augustus 2005, de heer Vandenhoute, Thierry, politiecommissaris, identificatienummer 44-28137-87, is aangesteld in de graad van hoofdcommissaris van politie voor het uitoefenen van de functie van directeur van de verkeersdirectie van de politiezone Brussel-Elsene met ingang van 16 november 2004.